

LES APPORTS DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE DANS LA QUÊTE D'INDICATEURS SYNTHÉTIQUES

Florence Jany-Catrice

Faculté Sciences Économiques et Sociales, CLERSE - 1st Draft

Les travaux de la comptabilité nationale sont sans conteste incontournables dans la quête d'indicateurs synthétiques de "bien être" car les comptes nationaux sont à l'origine de ces essais de "synthèse statistique" pour reprendre les termes d'André Vanoli (2002, p.12). On peut déceler plusieurs raisons à l'importance de la dimension comptabilité nationale.

Historiquement tout d'abord, c'est dans le cadre de la construction de systèmes nationaux de comptabilité nationale que l'on trouve les premières réflexions sur la mesure du bien être ou de la richesse, avec ce que ces réflexions et les indicateurs et mesures qui les accompagnent comportent de soubassements théoriques et de conventions de définitions et de mesure.

Ensuite, les indicateurs produits par les systèmes des comptes nationaux se sont construits, au cours de l'histoire très récente, une légitimité telle qu'ils sont encore aujourd'hui mis en avant dans la plupart des analyses économiques (le PIB est l'une des grandes inventions du XX^{ème} siècle" selon le Bureau of Economic Analysis¹,2000), utilisés dans les modélisations économiques² ou encore amplement diffusés et réappropriés par les média économiques³.

Les grands agrégats construits par la comptabilité nationale, au premier rang desquels le PIB, restent les principaux objectifs autour desquels se construisent les politiques économiques, ainsi que le souligne Clifford Cobb (2000, p. 7) : « although it is hard to find anyone who explicitly treats the GDP as a comprehensive measure of value, many projects or policies have been justified in terms of their contribution to economic productivity, which is a way of referring to their effect on growth of the GDP. It is an implicit way of proclaiming this measure as the ultimate indicator of a society success". Ainsi en va-t-il de cet enthousiasme de James Tobin (2000) « GDP ! The right concept of economy-wide

output, accurately measured. The US and the world rely on it to tell where we are in the business cycle and to estimate long-run growth. It is the centrepiece of an elaborate and indispensable system of social accounting, the national income and product accounts".

Le PIB n'est pas seulement un outil primordial de la conduite des politiques publiques. Il est aussi un des indicateurs économiques majeurs utilisés par les investisseurs sur les marchés financiers internationaux. Selon une étude du Cabinet D'Aurel Leven « la statistique la plus significative pour les marchés de taux longs se révèle être le PIB » (Sophie Fay, 2002).

À partir de ce cadre de la comptabilité nationale, des tentatives ont été testées pour rendre les mesures de la production nationale plus proches de conceptions de la Richesse économique produite au niveau d'un pays (dans une version mesure de l'output) ou plus proche de conceptions du bien être économique (dans une version mesure de la consommation) que ce que reflète le PIB. Même si la plupart des comptes nationaux sont sceptiques quant aux résultats de ces travaux⁴, il nous paraît utile de présenter les initiatives majeures qui ont tenté d'ajuster de façon plus ou moins radicale la mesure du produit intérieur brut pour accéder à un concept plus proche de celui de bien-être ou de richesse.

On a repéré, parmi ces travaux, trois positions de principe assez contrastées. Pour les uns, le concept même de production et les conventions de mesure qui lui sont rattachées par les comptes nationaux ne doivent pas être modifiés (C'est une position de statu quo). C'est un point de vue assez répandu, y compris parmi les comptes nationaux qui acceptent le débat autour de ces questions mais en dehors du strict cadre du système de comptabilité nationale. Souvent conscients de certaines des limites des mesures traditionnelles, les tenants de cette position reconnaissent que le concept de production tel qu'il est mesuré actuellement par les comptes doit être complété par le biais de "modules" ou de comptes annexes (notamment les comptes satellites), mais sans que le système de comptabilité nationale ne soit remis en

1 "GDP: One of the Great Inventions of the 20th Century", Survey of Current Business, January 2000.

2 Etienne Chapron (1992) reconnaît que les analystes économistes et sociaux considèrent souvent que le revenu ou la consommation donnent une image correcte du niveau de vie, ou du bien être.

3 cf, par exemple, l'article d'Arnaud Leparmentier dans Le Monde du 15 Janvier 2002 ainsi que la réponse de Jean Gadrey dans Le Monde du 23 janvier 2002.

4 "Ces projets et ces recherches –à notre avis sans perspective de succès- présentent néanmoins l'avantage de souligner à quel point le PIB est un indicateur sensible à certaines conventions" J.P. Piriou, 2001, p. 108. Voir aussi André Vanoli, 2002.

cause, ni que les principaux agrégats auxquels il aboutit ne soient modifiés (voir Vanoli, 2002, pp.257 et ss).

Pour une seconde catégorie de chercheurs, le PIB doit être corrigé soit à la marge soit par une refonte totale des mesures entreprises par le système de comptabilité nationale, par le biais d'une monétarisation de diverses richesses ou de certains effets externes ou de regrettables. C'est la position de correction.

Pour une dernière catégorie, le PIB doit être à la fois corrigé et agrégé avec d'autres indicateurs économiques de bien-être ou de progrès social, par exemple des indicateurs d'inégalités économiques, d'insécurité économiques, ou de capital humain. Dans cette dernière catégorie, les initiatives les plus connues - notamment l'Index of Economic Well Being de Lars Osberg et Andrew Sharpe - ont été présentées par Jean Gadrey (2002). On n'y revient donc pas.

1. Les positions visant au statut quo tout en acceptant de compléter le PIB par des indicateurs annexes

Les tenants du statut quo se fondent sur plusieurs arguments méritant d'être cités. Premier argument, le plus fondamental ; le système de CN n'a pas pour objet de mesurer le bien être économique. Il s'est construit sur des bases logiques et claires et ne devrait avoir pour objectif que de mesurer de façon la plus objective possible (la plus réelle pourrait-on dire) la valeur des biens et services finaux produits par une économie, ou la distribution du revenu national. C'est le point de vue de Paul Dubois, d'Oleg Arkhipoff et de bien d'autres⁵ dont on peut synthétiser l'argumentation par la citation d'André Vanoli suivante "Les comptes nationaux, sauf Kuznets, ont toujours clairement indiqué que leur mesure de la consommation, comme celle de la formation de capital base de consommations futures, ne cherchait pas à estimer la hauteur ou la variation du niveau de vie, encore moins celle du bien être, laquelle dépend de bien d'autres facteurs" (Vanoli, 2002, p.373).

Une position plus ambiguë consiste à affirmer que bien qu'il semble y avoir consensus sur le fait que les estimations de production, revenu et consommation tels que mesurés par les systèmes de comptabilité nationale ne sont pas des outils parfaits d'évaluation du bien être total ni même du bien être économique, "en l'absence de meilleurs outils de mesure", la production telle que mesurée par le système de comptabilité nationale demeure le meilleur indicateur des niveaux, croissance, et différences de bien être économique et total entre pays, et au sein des pays. C'est la position défendue par Markos Mamalakis par exemple (1992) mais c'est aussi

5 Pour une revue assez exhaustive de cette littérature, voir A. Vanoli, 2002, pp. 378 et 379.

celle de Ann Chadeau et d'Annie Fouquet (1981) dans leur tentative de mesure du travail domestique lorsqu'elles énoncent : "Il n'est pas question d'intégrer cette production domestique dans le concept général de production de comptes nationaux (...). Cela bouleverserait la logique du cadre construit pour l'analyse et la régulation des flux marchands (...). Ce serait enfin étendre la logique de l'échange marchand au-delà de son domaine d'intervention" (p.30).

Le deuxième argument plaçant pour le statut quo est fondé sur des corrélations fortes existant entre le PIB par tête et des mesures plus larges du bien être justifiant que le PIB conserve son rôle dominant dans les analyses économiques sans qu'il soit nécessaire de recourir à des ajustements⁶.

Le troisième argument est une critique souvent formulée à l'égard des travaux de Nordhaus et Tobin ou Robert Eisner (pour les précurseurs), notamment sur la valorisation, et l'intégration dans les comptes, de la production non marchande (domestique, bénévolat etc.). Cette critique est formulée de la manière suivante: où poser les nouvelles frontières de la richesse ainsi (re)définie? C'est vrai, dit par exemple E. Archambault, que la production domestique contribue au bien être et crée des substitutions qui peuvent être analysées comme de « fausses croissances ». Mais jusqu'où est-il conceptuellement envisageable ou souhaitable de repousser les limites des cadres de la comptabilité nationale et/ou de la monétarisation des activités ? Pourquoi, une fois placés dans ce cadre, ne pas valoriser aussi le temps de loisirs voire valoriser le temps du "sommeil réparateur"⁷, valoriser les services rendus par les actifs naturels ? (Vanoli, 1999, p.133). Nous verrons que les travaux les plus récents militent pour la prise en compte de la plupart de ces éléments, dans un système de mesure synthétique et monétarisé du progrès; c'est le cas du Genuine Progress Indicator⁸.

Le quatrième argument engageant sur la voie du statut quo est que les systèmes de comptabilité nationale est le meilleur système reconnu collectivement permettant une certaine stabilité des mesures. Selon cette position, aucun autre système ne permettrait une stabilité en volume et en valeur avec autant de légitimité que ne l'assure le système de comptabilité nationale. Le PIB s'est construit une légitimité internationale au fil du temps, et il est déjà le fruit de compromis en perpétuelles renégociations. La mondialisation des économies et des sociétés accroît les besoins d'informations directement comparables et rares

6 Sur ce point voir Dollar and Kray, 2000, Growth is good for the poor, working paper, March 2000 ou M. Ravallion, 1996, Good and Bad Growth, the Human development reports, World Development, 25 :631-638. Ces deux travaux sont cités par Grün et Klasen, 2000

7 Entretien avec E. Archambault, décembre 2001

8 Voir plus loin.

sont les alternatives à ce PIB ayant acquis autant de légitimité.

Conscients des limites du PIB dans la valorisation d'activités sources de richesse économique mais soucieux de laisser les systèmes de comptabilité nationaux en l'état, certains économistes, mais surtout les comptables nationaux (Archambault, Chapron⁹, Piriou, Vanoli¹⁰) prônent plutôt le développement et l'amélioration des comptes satellites, permettant de dégager une vision plus précise de l'état économique des nations : "Plus généralement des mesures complémentaires/alternatives de la production, de la consommation, du revenu, de l'épargne et de l'investissement (...) peuvent, si elle n'ont pas été retenues dans le Système central, s'insérer dans des comptes satellites" (A. Vanoli, 1986). L'avantage évident est de laisser en l'état un système jugé cohérent tout en se donnant les moyens de valoriser –en termes monétaires et en mesures physiques - des richesses "oubliées" par ce système.

2. Les positions visant à corriger le PIB, dans l'esprit d'aboutir à une mesure alternative des activités contribuant au bien être¹¹ des pays.

2.1. Les travaux fondateurs

Les travaux foisonnent ici, avec un cycle de production assez marqué : des tentatives théoriques très poussées dans les années 70 en partie abandonnées dans les années quatre vingt. Depuis une dizaine d'années, un regain d'attention est porté sur ces thèmes, dans un esprit parfois totalement renouvelé, avec une dimension environnementale assez nouvelle. Sur ce thème il faut citer les travaux de Robert Eisner et son *Total Incomes system of Account (TISA)* (1970 à 1988), William Nordhaus et James Tobin et leur *Measure of Economic Welfare (MEW)*, Xenophon Zolotas développe un *Economic Aspects of Welfare (EAW)*, Kimio Uno actualise le *Net National Welfare* japonais¹² etc... Etonnamment ces travaux n'ont pas eu l'écho qu'on aurait pu imaginer. André Vanoli estime que ces échecs sont liés au fait qu'ils nécessitent des "choix conventionnels si larges qu'ils confinent souvent à l'arbitraire et posent de redoutables problèmes d'interprétation (...)", que les modes de calcul utilisés sont parfois opaques, ce qui ravive le scepticisme des scientifiques, mais peut être aussi au fait que ces

propositions n'ont pas été suivies de "pratiques statistiques régulières" (Vanoli, 2002) et n'ont pas été relayés par des organismes statistiques nationaux.

Utilité forte vs. Utilité faible

Dans l'esprit de Walras et du cadre théorique néoclassique, la valeur est fondée sur l'utilité et l'utilité ne renvoie pas à la notion de besoin mais "simplement à celle de plaisir"¹³. En conséquence, moralité ou immoralité, éthique ou légalité, nature productive ou improductive des besoins et désirs sont des considérations que le processus de mesure de la valeur ignore. "Si des consommateurs accordent une utilité élevée au tabac ou à l'alcool et en même temps consomment des services de santé rendus nécessaires à cet usage, l'utilité de ces deux types de demande, mesurée en valeur monétaire, sera positive"¹⁴.

Les systèmes de comptabilité nationale se veulent, dans cette même lignée walrasienne exempts de toute considération éthique, suivant le principe d' "objectivation" des comptes. Ainsi la dernière version des CN internationaux (SCN 93 et SEC 95) précise que les activités illégales (telles que la fabrication et la distribution de stupéfiants) ne sont en principe pas exclues des comptes¹⁵.

Il semble clair que l'ensemble des constructions corrigées du PIB s'éloigne de ce cadre théorique en ce qu'une certaine éthique du bien être ou de la richesse est posée ex ante, ou, tout au moins, des valeurs pluralistes de ce qui constitue et améliore le bien être et de ce qu'est le progrès sociétal sont mises en avant.

C'est le critère dit d'"utilité forte" que William Nordhaus et James Tobin ont tenté de combattre. En utilisant, en ce qui les concerne, dans leur fameux article sur « *Is Growth Obsolete ?* » de 1972, un critère dit d'"utilité faible", ils ont tenté de déduire de l'activité économique les éléments ne contribuant pas au bien être économique. Ils ont ainsi supprimé de la production totale, la production de biens de capital (production finale dont l'objet est le remplacement ou l'accumulation du capital) car l'investissement ne contribue pas directement à la consommation¹⁶. Ils ont également déduit tout ou partie de la consommation collective (dépenses publiques) du fait qu'elle n'est pas nécessairement utile, invoquant plusieurs arguments : une partie des dépenses publiques doit être considérée comme un investissement (et reclassée comme telle) et non comme une

9 FMI

10 INSEE

11 Pour reprendre les termes de A. Vanoli, 2002, p. 379.

12 Il reprend et actualise en 1992 les travaux de l' *Economic Council of Japan* (1973), *Measuring Net National Welfare of Japan*, Economic Research Institute, Tokyo.

13 J. Brémond et A. Gélédan, 1992.

14 Daniel Delahande, 1996,

15 Sur ce point, voir A. Vanoli, 2002, p. 354.

16 Ce qui les place, au demeurant sur des comptes de production et non pas des comptes de revenus. Comme le dit Mamalakis, cela signifie qu'ils affectent de facto une valeur nulle à l'épargne.

consommation : c'est le cas des services d'éducation, de santé publique, mais aussi de certain services directement consommés par les individus (transport et logement). Une autre partie des dépenses publiques doit être soustraite. Il s'agit des "regrettables", notion qu'ils introduisent de façon assez restrictive, et qui sera largement utilisée et élargie par la suite. Les "regrettables" représentent les dépenses finales réalisées pour des raisons de sécurité de prestige ou de diplomatie, "which in our judgment do not directly increase the economic welfare of households", le plus conséquent d'entre eux étant les dépenses de défense nationale¹⁷. Cette notion de "regrettables" et la manière avec laquelle William Nordhaus et James Tobin l'abordent, devrait être replacée dans le cadre plus large des débats théoriques relatifs aux activités de services, lesquelles ont longtemps été considérées comme non génératrices de valeur ou improductives.

De la production finale sont également déduites les dépenses publiques de biens et services qui devraient être considérées comme intermédiaires car utilisées pour des fins de production finale. C'est le cas par exemple des services directs aux entreprises rendus par les administrations et les États, ou encore des dépenses de maintien d'un environnement sanitaire et social sain.

Enfin, la consommation des ménages est elle-même corrigée à la baisse en excluant les "consommations intermédiaires et consommations défensives" qui ne contribuent pas au bien être. Est soustraite de la consommation privée une partie des dépenses privées effectuées pour raisons professionnelles (par exemple le transport sur lieu du travail), mais aussi tout ou partie des dépenses médicales et d'éducation (considérés comme un investissement brut) ainsi que toutes les dépenses (immobilier et autres) pouvant être considérées comme investissement¹⁸.

Dans cette perspective, sont également déduites les externalités négatives liées à l'urbanisation et à la congestion qui en résulte¹⁹. Il peut s'agir d'une réduction d'accès aux biens libres tels que l'air pur, une faible densité de population, une proximité du travail etc. Des objections assez fortes ont été émises sur ce dernier point. Elles sont de plusieurs types. D'une part celle de Mamalakis selon qui il existe également des agréments à l'urbanisation ou des désagréments à la vie rurale qu'il

17 Mamalakis objecte à cet exemple que l'on pourrait pourtant considérer que les dépenses de défense nationale rendent une satisfaction directe qui est celle de la paix et de la sécurité.

18 Daly et Cobb retiennent l'hypothèse que la moitié des dépenses d'éducation supérieure soit considérée comme consommation et l'autre moitié comme investissement : in Carr-Hill et Lintott, 1996.

19 Ce ne sont pas les premiers à le faire. Dès 1949, Kuznets s'intéressait aux « coûts gonflés de la civilisation urbaine » qui incluent les services bancaires entraînés par l'appartenance à une économie monétaire, les cotisations syndicales, les coûts liés à la vie dans les villes etc. (cité par Vanoli, 2002)

faudrait prendre en compte pour rétablir un équilibre. Dans ce cas, un solde positif ou négatif peut en résulter. Une seconde objection de ce même auteur quant aux corrections pour consommations défensives est proche des arguments d'E. Archambault sur les frontières de la valorisation de l'activité: où s'arrêter ? Si les conditions de vie dans les sociétés industrielles peuvent être responsables de dépenses supplémentaires de santé, dépenses de contrôle de la pollution, de sécurité etc., c'est à dire des dépenses largement "correctives" dans leur nature, dans ce cas, la majorité des dépenses liées à la vie moderne ne peuvent-elles pas être considérées comme correctives ? Le commerce, les transports, les finances, l'État, l'information, même les loisirs, peuvent en quelque sorte être perçus comme ayant une fonction correctrice. Une autre critique émise par A. Vanoli et C. Cobb tient à la nécessité de convenir d'une situation initiale, point de référence, et qui aurait été à priori meilleure dans une sorte de vision "romantique" du passé dit C. Cobb²⁰.

b. L'élargissement des frontières de la production : la valorisation du travail domestique, du bénévolat, des loisirs etc.

- La valorisation de l'activité domestique

C'est une question assez ancienne, notamment celle de la valorisation marchande de la production domestique.

Les mouvements féministes autant que les femmes au foyer se sont emparés du thème de la valorisation monétaire de la production domestique, les unes pour dénoncer l'exploitation occulte dont sont victimes les femmes et justifier leurs exigences en matière d'équipements collectifs, et les autres pour revaloriser le travail fourni au sein de la sphère familiale (Chadeau, Fouquet, 1981).

Deux approches coexistent dans les mesures de la production domestique : une mesure au coût du marché dont le principe est de comparer le travail domestique à ce qu'il en coûterait de le faire faire par quelqu'un d'autre. La principale limite de cette méthode est que l'on mesure par le prix du marché les services que justement les individus n'ont pas voulu s'acheter sur le marché soit par excès de prix, soit par manque de qualité (Gronau, 1980). Une seconde mesure se fonde sur le coût d'opportunité ("le manque à gagner")²¹.

20 Entretien mai 2002

21 Voir Gronau dans un essai de valorisation monétaire de l'activité domestique (1980). Zolotas rappelle par ailleurs que si une fonction de production domestique était mise en place et que l'on valorisait la production domestique des ménages, il faudrait, en toute rigueur comptable et pour éviter les doubles comptes, déduire des dépenses privées des ménages l'ensemble des biens durables qui interviennent comme intermédiaires de la production.

Les hésitations des comptes nationaux quant à la prise en compte de cette valorisation de l'activité dite "ménagère" est moins liée à une question de principe qu'à l'inquiétude d'ajouter à la valeur de la production nationale une valeur dont les estimations sont très variables selon les conventions de calcul retenues.

- La valorisation du bénévolat

Au niveau de la valorisation des activités bénévoles, les acteurs principaux (les associations sans but lucratif) ont d'abord considéré, en France en tout cas, d'un mauvais œil cette volonté de repousser la monétarisation de la valorisation des activités. "Justifier le bénévolat, c'est-à-dire le don, et sa contribution sociétale, par une valeur monétaire, c'est-à-dire, qu'on le veuille ou non, par une référence au marché, quel incroyable aveu d'impuissance à faire prévaloir d'autres valeurs que celles de l'économie marchande !" explique Jean Gadrey (2002) avant de proposer que soit fait preuve de plus de pragmatisme à ce sujet.

Selon André Vanoli (1995), le travail bénévole est une activité humaine dont les résultats sont potentiellement échangeables. Selon les SCN, les frontières de production telles qu'elles sont définies ne contiennent ni ce travail bénévole ni la production domestique car ces activités sont supposées être relativement indépendantes de la valorisation économique que l'on pourrait faire, et ces évaluations provoqueraient des effets néfastes sur l'utilité des comptes établis en vue de politiques économiques. Tout au plus, disent E. Archambault, Helmut Anheier et Lester Salamon (1996) peut on accepter l'idée, dans une vision plus large des frontières de production, d'établir de telles valorisations dans des comptes satellites.

- La valorisation du temps libre

L'argument de cette valorisation, que l'on trouve notamment chez Nordhaus et Tobin, mais que l'on (re)trouve également chez D. Méda par exemple, est le suivant. Du fait du progrès technique, de la « modernisation » etc., on est amené à consommer de plus en plus de biens et de services. On considère que cette croissance a une incidence directe sur le bien être. Clifford Cobb appelle cela l'icône de la consommation "The whole notion of bigger is better is a iconically American phenomenon" (entretien C. Cobb, juin 2002).

Mais ce progrès permet également que ces biens et services soient produits en travaillant moins. Comment tenir compte de cet effet ? Quelle valorisation donner à ce temps libéré ? Nordhaus et Tobin se situent dans le cadre très classique de l'échange potentiel entre temps libre-temps de travail. En conséquence, la valorisation de ce temps libre est tout simplement obtenue par application du taux de salaire moyen (comme dans certaines valorisations du travail domestique). Les estimations que Nordhaus et Tobin ont effectuées dans ce cadre font état

de fortes variations suivant les hypothèses formulées (sur la productivité des loisirs).

Les critiques les plus fréquemment adressées à cette valorisation sont liées à l'utilité de recourir à une telle monétarisation. Pourquoi ne pas se suffire de « comptes physiques », moins sujet à critiques? La seconde critique formulée est celle relative aux frontières de la valorisation du non monétaire. Pourquoi, demande Archambault (entretien 2002), ne pas valoriser également le sommeil réparateur dans ces conditions ?

c. La prise en compte d'aspects environnementaux : l'épuisement des ressources et la pollution

Dans les comptes nationaux "classiques", les aspects environnementaux ne sont pas traités. Comme le pose très clairement et sans ambiguïté André Vanoli (2002, p. 354), les problèmes environnementaux que constituent les externalités sont, par définition, provoqués sans le consentement des unités qui seront affectées et "aucune valeur ne leur est imputée dans le Système".

Déduire du PIB les coûts d'épuisement des ressources, les coûts liés à la pollution (l'un et l'autre soulevant de grandes difficultés d'évaluation quantitative) ou les dépenses de consommation défensive est donc en nette rupture avec les systèmes de comptabilité nationale : "Le SCN rejette l'idée qu'il conviendrait de les exclure de la consommation finale. Poussé à l'extrême, ce raisonnement aboutirait à la conclusion que la consommation n'améliore que rarement le bien-être" (André Vanoli, 2002, p. 356), ce qui pose évidemment problème dans un cadre néo-classique.

Dans leurs travaux de 1972, Nordhaus et Tobin ne tiennent pas réellement compte de ces aspects environnementaux. Cette dimension du bien être et de la qualité de vie n'apparaît que plus tard. Xenophon Zolotas (1981) innove donc par rapport au MEW en introduisant deux déductions possibles aux niveaux de consommation : les dépenses de publicité suggestives soustraites en partie car "it causes confusion and disorientation regarding theoretical variety and properties of goods" and "its aim is to create an insatiable desire for new goods, thereby causing dissatisfaction with those already possessed" (Xenophon Zolotas 1981, cité par Markos Mamalakis). Plus important, X.Zolotas propose que soient déduits les coûts d'épuisement des ressources (ce coût étant évalué comme la différence entre les dépenses actuelles et les dépenses futures à partir d'une gamme définie de matières premières) ou que soient évaluées les pertes des services environnementaux qui résultent de la "baisse de qualité des actifs naturels" entraînés par la pollution par exemple.

Mamalakis remet en cause ce type de déductions pour deux raisons : (1) il n'existe pas de relation théorique ni même empirique fortement établie qui supporterait l'idée selon laquelle le bien être présent est plus faible quand

les besoins sont satisfaits par des biens épuisables par rapport à des biens renouvelables. (2) Sa deuxième objection porte sur le fait que la consommation future et le bien être ne baisseront même peut être pas du fait de l'épuisement de matières premières présentes. L'histoire, dit-il, montre que les progrès technologiques réduisant l'utilisation de certaines matières premières ont plutôt amélioré le bien être plutôt que diminué.

Doit-on considérer des coûts liés à l'épuisement de ces ressources naturelles ou devrait-on plutôt valoriser la production de ces actifs naturels ?

Pour sa part, André Vanoli objecte que " il ne paraît pas fondé de soustraire des flux totaux de biens et services marchands entrant dans la consommation finale la variation estimée du flux de services environnementaux non marchands qui n'y sont pas inclus, alors qu'il serait justifié, si l'on était capable de le mesurer, d'additionner le flux total de ces derniers services et le flux total des biens et services marchands consommés"(Vanoli, 2002).

Tenant compte de l'ensemble des élargissements donnés à la notion de consommation, et dans le but de faire davantage correspondre celle-ci avec celle de bien-être, les travaux que nous avons cités ont le mérite de présenter, à diverses périodes de l'histoire contemporaine, des résultats chiffrés de leur conception du bien-être.

On reprend, dans les tableaux ci-dessous les principaux systèmes de comptes et indicateurs synthétiques auxquels ces travaux aboutissent.

Nordhaus et Tobin:

The MEW (Actual and Sustainable) Index

1965, in billions of 1958 dollars, USA

Personal consumption	397.7
Private instrumental expenditures	-30.9
Durable goods, purchases	-60.9
Other household investments	-30.1
Service of consumer capital imputation	62.3
Imputation for Leisure	
Wage deflator	626.9
Consumption deflator	712.8
Imputation for non market activities	
Wage deflator	259.4
Consumption deflator	295.4
Disamenity correction	-34.6
Government consumption	1.2
Services of government capital imputation	16.6
Actual MEW	
Using wage deflator	1208
Using consumption deflator	1329.5
MEW net investment	-2.5
Sustainable MEW	
Using wage deflator	1205.5
Using consumption deflator	1327

Source : Eisner, 1988, p. 1632.

Zolotas : the EAW-index ,
1977, billions of 1972 dollars , USA

Gross national product at market prices	1332.7
Private consumption	857.7
Deductible items	413.2
Private expenditures on consumer durables	137.8
Private expenditures on advertising	13.5
Cost of resources depletion	55.7
Cost of environmental pollution	71.0
Private cost of commuting	95.4
Private expenditure on health	29.1
Private expenditure on education	10.7
Additional items	920
Services from public buildings	23
Imputed value of services from consumer durables	62.1
Imputed value of household services	260.7
Imputed value of leisure time	547.2
Public health and education outlays contributing to welfare	27
EAW index	1364.5

Source : Eisner, 1988, p. 1636.

Uno: the NNW-index,
1990, billions of 1970 yens, Japon

Government consumption adjusted	5314.5
Private consumption adjusted	79533.4
Service of consumer durables	13876.5
Services of social capital	2370.8
Leisure time	17475.2
Extra market activities	13953.5
Loss due to urbanization (deduction)	1392.2
Environmental pollution (deduction)	2580.8
Total NNW	136496.9

Source : Kimio Uno, 1992.

2.2. Les initiatives récentes

Les travaux plus récents du think tank américain *Redefining Progress* se situent dans cette même optique d'ajustement du PIB à une plus juste conception du bien être. Ce groupe s'est constitué au début des années quatre-vingt-dix, au moment des élections présidentielles américaines, pour stimuler le débat public autour du grand paradoxe suivant qu'un nombre croissant d'observateurs mettaient en relief (titre aussi de l'article) : « *If the GDP is Up, why is America Down ?* ». Les auteurs soulignent que, selon eux le PIB cache la "fracture" sociale américaine et ne tient pas compte de la destruction des ressources naturelles dont dépend l'économie. Pire encore, disent les auteurs, cette fracture est plus ou moins comptabilisée en tant que gain.

Leurs auteurs (dont Clifford Cobb, initiateur de l'*Index of Sustainable Economic Welfare*) insistent davantage sur les aspects environnementaux que leurs prédécesseurs²² et ne cachent pas la volonté de construire cet indicateur pour contrer certaines formes de domination du PIB. Le GPI auquel ils aboutissent a d'ailleurs un objectif d'"advocacy" très net et affiché. Le PIB est ajusté en fonction de divers éléments : éléments économiques non pris en compte dans la mesure du PIB, éléments sociaux et éléments environnementaux ; citons la distribution des revenus (aspects d'inégalités des revenus), l'endettement de la nation (lu comme affaiblissement de la richesse des générations futures) ou l'épuisement et la dégradation des ressources naturelles. Ces éléments sont déduits de la consommation, ainsi que les dommages sur la santé humaine du fait de la pollution de l'air ou de l'eau.

Ces travaux soulignent, données à l'appui, une stagnation du progrès depuis les années soixante-dix aux Etats Unis ce qui illustre, de l'avis de leurs auteurs, les stratégies de développement de court terme des Etats Unis : une consommation excessive, soutenue par des emprunts ou achetée à crédit, épuisant les ressources, sans investissement dans la productivité future, et réalisée de façon très inégale.

22 Ces travaux du GPI se sont rapidement diffusés en Europe du Nord et de nombreux GPI ont été calculés. Citons à titre illustratif les travaux de Hans Messinger (1997) pour le Canada, ceux de Mark Anielski (2001) pour la province d'Alberta, ou encore ceux de Ronald Colman (<http://www.gpiatlantic.org>) de l'association GPI Atlantic qui continue de "peaufiner" une mesure de progrès véritable pour le Canada.

The Genuine Progress Indicator Account, 1998

Personal consumption	5153
Income distribution	118
Personal consumption adjusted for income inequality	4385
ADJUSTMENTS	
Value of housework and parenting	+1911
Services of consumer durables	+592
Services of highways and streets	+95
Value of volunteer work	+88
Net capital investment	+45
Cost of household pollution abatement	-12
Cost of noise pollution	-16
Cost of crime	-28
Cost of air pollution	-38
Cost of water pollution	-50
Cost of family breakdown	-59
Loss of old-growth forests	-83
Cost of underemployment	-112
Cost of automobile accidents	-126
Loss of farmland	-130
Net foreign lending or borrowing	-238
Loss of leisure time	-276
Cost of ozone depletion	-306
Loss of wetlands	-363
Cost of commuting	-386
Cost of consumer durables	-737
Cost of long term environmental damage	-1054
Depletion of non-renewable resources	-1333
NET GENUINE PROGRESS	1770

Source : Redefining Progress, 1999.

Conclusion

On n'a pas souhaité présenter dans cet essai les indicateurs synthétiques monétarisés sans introduire en parallèle les critiques, parfois rudes, auxquels ils ont été et sont encore exposés. Cela ne nous empêche pas de penser que ces initiatives méritent davantage de considération que l'on ne veut bien leur attribuer parfois. Ces tentatives offrent l'avantage de chercher à ce que l'on prenne mieux en compte le progrès sociétal dans la valorisation des comptes nationaux. Cet exercice ne serait probablement pas utile si le PIB, indicateur synthétique par excellence, n'avait pas dépassé les bornes de son propre champ et si les acteurs économiques et sociaux ne lui avaient pas attribué un poids excessif dans la mise en place des politiques et dans les jugements de progrès. A force de réappropriation (de passage de mains en mains comme dirait Desrosières, 1993), il a étendu son champ de mesure et de signification originel, devenant ainsi un outil à usage idéologique dominant et souvent mal approprié.

Que des initiatives complémentaires, comme celles que nous avons présentées ici, nécessitent que soient posées de nouvelles conventions ne présente pas de problème de principe en soi, puisque le PIB est lui aussi un outil de mesure aux choix de calculs parfois très conventionnels. Que ces initiatives complémentaires nécessitent également que des choix éthiques soient posés est probablement la nouvelle des priorités comme le disait fort justement Dominique Méda : "d'où la nécessité de s'accorder collectivement sur ce qu'est une société riche, désirable, dans laquelle des conditions de vie dignes conviennent à tous (...) Il nous faut décider collectivement des objectifs que nous avons à poursuivre" (D. Méda, 1999, p.308).

Références bibliographiques

- Anielski Mark, Griffiths Mary, Pollock David, Taylor Amy, Wilson Jeff, Wilson Sara, 2001, *Alberta Sustainability Trends 2000, The Genuine Progress Indicators Report, 1961 to 1999*, Pembina Institute for Appropriate Development, April.
- Archambault Edith, Anheier Helmut, Sokolowski Wojciech, 1996, *The money value of Volunteer Time in France, Germany and the United States*, 24th General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Lillehammer, Norway.
- Brekke K., 1991, *National Product as a Welfare indicator*, Discussion paper n°65, CBS, Oslo, October.
- Brémond J., Gélédan A., *Dictionnaire Économique et Social*, ed Hatier, 1992.
- Chadeau Ann, Fouquet Annie, 1981, *peut-on mesurer le travail domestique?* *Economie et Statistique*, n°136, pp.29-42, septembre.
- Chapron Jean Etienne, 1992, *Niveau de vie, satisfaction des besoins, bien être : rôle réel et rôle souhaitable des comptes nationaux*, August, 22nd General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Flims, Suisse
- Delahande Daniel, 1996, *De nouveaux indicateurs? Richesse et pauvreté des nations*, les Cahiers Français, n°286.
- Desrosières Alain, 1993, *La politique des grands nombres, Histoire de la raison statistique*, ed. La découverte, coll. Sciences Humaines et Sociales.
- Eisner Robert, 1989, *The Total Incomes System of Accounts*, The University of Chicago Press.
- Eisner Robert, 1988, *Extended Accounts for National Income and Product*, *Journal of Economic Literature*, 26(2), 1611-1684, December.
- Fay, Sophie, 2002, *Le Monde*, 13 Mars.
- Gadrey Jean, 2002, *A bas la dictature du PIB*, *le Monde*, 23 janvier.
- Gadrey Jean, 2002, *De la croissance au développement, à la recherche d'indicateurs alternatifs*, working paper, CLERSE.
- Gronau Reuben, 1980, *Home production. A forgotten industry*, *The Review of Economics and Statistics*, vol IXII, August, n°3, pp. 408-416.
- Grün Carola, Klasen Stephan, 2000, *Growth, Income Distribution and Well Being : Comparisons across Space and Time*, 26th General Conference of The International Association for Research in Income and Wealth, Cambridge, England.
- Kendricks J.W., 1979, *Expanding Imputed Values in the National Income and Product Accounts*, *Review of Income and Wealth*, 25(4),349-363.
- Leparmentier Arnaud, 2002, *Un palmarès de la richesse met la France en queue de peloton*, *Le Monde*, 15 janvier.
- Mamalakis Markos, 1992, *Misuse and Use of National Accounts as a Welfare Indicator : Selected Analytical and Measurement Issues*, August, 22nd General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Flims, Suisse
- Méda Dominique, 1999, *Qu'est ce que la richesse*, ed. Aubier, Alto.
- Messinger Hans, 1997, *Measuring sustainable economic welfare: looking beyond GDP*, presented at the Annual Meetings of the Canadian Economics Association, St John's Newfoundland, June.
- Piriou Jena Paul, *La Comptabilité Nationale*, 2002, coll. Repères, ed. La Découverte.
- Richter Joseph, 1992, *Use and Misuse of National Accounts from a Modeling Perspective*, August, 22nd General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Flims, Suisse
- Rowe Jonathan, 1999, *The Growth consensus unravels*, *Dollars & Sense magazine*, July/august.
- Rowe Jonathan, Silverstein Judith, 1999, *he GDP myth, Why growth isn't always a good thing*, *The Washington Monthly*, march, vol 31, issue 3.
- Tobin, James, 2000, *Survey of Current Business*
- Uno Kimio, 1992, *Composite Measures of Quality of Life –social, economic, and environmental accounting and modeling-* August, 22nd General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Flims, Suisse.
- Zolotas Xenophon, *Economic growth and declining social welfare*, Athens, Bank of Greece, 1981.